



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

### MARCHE PONCTUEL

n° 2025-8335-11

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maitrise d'œuvre pour le suivi et la réception de travaux d'infrastructures en forêts domaniales sur l'agence territoriale Val de Loire, dans les forêts domaniales d'Orléans, de Montargis, de Lamotte-Beuvron et de Boulogne

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine  
Agence territoriale Val de Loire  
100 Boulevard de la Salle  
45760 BOIGNY SUR BIONNE

#### Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Christophe POUPAT, Directeur de l'Agence territoriale val de Loire de l'Office National des Forêts

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS</b>	<b>3</b>
1.1. Maître d'ouvrage	3
1.2. Objet du marché	3
1.3. Allotissement	3
1.4. Décomposition en tranches optionnelles	3
1.5. Décomposition en parties techniques	3
1.6. Représentations des parties	3
1.7. Programmation	Erreur ! Signet non défini.
1.8. Contrôle technique	Erreur ! Signet non défini.
1.9. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	Erreur ! Signet non défini.
1.10. Coordination en matière de systèmes de sécurité d'incendie	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
2.1. Pièces contractuelles	4
2.2. Pièces à remettre au titulaire	4
<b>ARTICLE 3. FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATIONS AU TITULAIRE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. OBLIGATION DU TITULAIRE</b>	<b>5</b>
4.1. Protection de la main d'œuvre	5
4.2. Assurances	5
4.3. Obligations relatives à la sous-traitance	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
5.1. Durée du marché	6
5.2. Délai d'exécution	6
5.3. Réception des documents d'études	6
5.4. Vérifications et décisions	7
5.5. Délais d'exécution	7
5.6. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs	Erreur ! Signet non défini.
5.7. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT</b>	<b>10</b>
6.1. Contenu des prix	10
6.2. Forfait de rémunération	10
6.3. Modalités de variation des prix	10
6.4. Prestations supplémentaires	11
6.5. Modalités de règlement au titulaire	11
6.6. Acomptes	14
6.7. Avance	15
<b>ARTICLE 7. PENALITES</b>	<b>15</b>
7.1. Pénalités sur les documents d'études	15
7.2. Pénalités pour la phase travaux	15
7.3. Pénalités diverses	16
<b>ARTICLE 8. ENGAGEMENTS ECONOMIQUES DU MAITRE D'OEUVRE</b>	<b>16</b>
8.1. Définitions	16
8.2. Evolutions de projet	17
8.3. Avant la passation des marchés de travaux	17
8.4. Après la passation des marchés de travaux	19
<b>ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>20</b>
9.1. Ordres de service	20
9.2. Suivi de l'exécution des travaux	21
9.3. Arrêt de l'exécution des prestations	21
9.4. Achèvement de la mission	21
9.5. Utilisation des résultats	21
<b>ARTICLE 10. RESILIATION</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>22</b>



## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS

### 1.1. Maitre d'ouvrage

#### OFFICE NATIONAL DES FORETS

Agence territoriale Val de Loire

100 Boulevard de la Salle

45760 BOIGNY SUR BIONNE

Représenté par M. Christophe POUPAT, Directeur de l'Agence territoriale, val de Loire de l'Office National des Forêts

### 1.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre pour le suivi et la réception de travaux d'infrastructures en forêts domaniales sur l'agence territoriale Val de Loire, dans les forêts domaniales d'Orléans, de Montargis, le Lamotte-Beuvron et de Boulogne.

La nature des prestations à encadrer est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

L'exécution de ce marché est régie par les clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021- NOR : ECOM2106877A

### 1.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car l'allotissement serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution du marché dans le cas où nos services auraient à coordonner l'action de maitres d'œuvre différents sur le même marché eu égard aux exigences de délai pesant sur la réalisation des prestations et en application de l'article L2113-11 du code de la commande publique.

### 1.4. Décomposition en tranches optionnelles

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle

### 1.5. Décomposition en parties techniques

Le présent marché est décomposé en parties techniques comme suit :

Partie technique	Mission
PT 1	ACT (Consultation entreprises)
PT 2	EXE totale / DET/ AOR (réception)
PT 3	AOR (GPA)

### 1.6. Représentations des parties

Les personnes représentantes du titulaire sont désignées à l'article 1 de l'acte d'engagement au moment de la passation du marché.

Le maître d'œuvre s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir ces personnes dans leur rôle pendant toute la durée du marché.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution de la mission toute personne physique dont la valeur des prestations, le comportement ou la probité ne seraient pas jugés par lui compatibles avec le bon déroulement de l'opération.

En cas de changement d'un salarié ou de récusation par le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG MOE.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **2.1. Pièces contractuelles**

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- **Pièces particulières**
  - l'acte d'engagement et ses annexes Financières et de Déclaration de sous-traitance
  - le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
  - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
  - le programme de l'opération et ses annexes ;
  - l'offre technique et financière et le mémoire du titulaire.
- **Pièces générales**
  - le cahier des clauses administratives générales (CCAG MOE) des marchés publics de Maitrise d'oeuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1<sup>er</sup> avril), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché et sous réserve des dérogations apportées par le présent CCAP ;
  - Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

### **2.2. Pièces à remettre au titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG MOE :

- la notification pourra ne comprendre qu'une copie du seul acte d'engagement et de ses annexes ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ne sera remis au titulaire que sur demande écrite de sa part.

## **ARTICLE 3. FORME DE NOTIFICATION ET INFORMATIONS AU TITULAIRE**

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG MOE.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Profil acheteur PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)
- Remise contre récépissé daté ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Par échange dématérialisé ou support électronique.

Les notifications sont faites à l'adresse postale ou dématérialisée du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

En outre, les demandes formulées oralement au titulaire et faisant courir un délai sont réputées prendre effet immédiatement, sous réserve de faire l'objet d'une confirmation écrite, le cas échéant par voie de compte-rendu.

## **ARTICLE 4. OBLIGATION DU TITULAIRE**

### **4.1. Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire doit remettre à tout moment à la demande de la maîtrise d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 1.9 du présent CCAP.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **4.2. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG MOE.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra :

- s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération ;
- fournir une attestation de responsabilité civile décennale dans le mois suivant chaque déclaration d'ouverture de chantier, et à l'appui de sa demande de paiement finale ;
- fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1. Durée du marché**

Le marché est conclu jusqu'au 31 décembre 2026

### **5.2. Délai d'exécution**

Les délais d'exécution des phases du marché sont les suivants :

Objet	Délai d'exécution
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) - Consultation des Entreprises	1 semaines
Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)	3,5 mois
Assistance lors des opérations de réception (AOR) – réception	2 semaines
Accompagnement Garantie de Parfait Achèvement	12 mois

Le point de départ de chacun de ces délais est fixé à l'article 5.5 du présent CCAP.

### **5.3. Réception des documents d'études**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Elements de la mission	Support	Nombre d'exemplaires
Assistance pour la passation des contrats de travaux	Papier + format informatique	1+1
Direction de l'exécution du contrat de travaux	Format informatique	1
Assistance lors des opérations de réception - DOE	Papier + format informatique	1+1

En application de l'article 20.2 du CCAG MOE, la décision par le maître d'ouvrage d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 1 semaine.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG MOE.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### **5.4. Vérifications et décisions**

La décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ci-dessus, interviendra dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 21.1 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage pourra également prononcer une décision de « réception avec réserves » s'il estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure.

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE, la décision d'ajournement concernant la réception des prestations pourra inviter le titulaire à présenter les prestations mises au point dans un délai inférieur à 20 jours.

#### **5.5. Délais d'exécution**

Par dérogation à l'article 15 du CCAG MOE, le point de départ de ces délais est fixé comme suit:

- 1<sup>er</sup> élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché ;
- **ACT analyses des candidatures puis des offres** : à compter de leur mise à disposition du maître d'œuvre ;
- **Décomptes mensuels des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et établir l'état d'acompte de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.
- **Décompte général des marchés de travaux** : Le maître d'œuvre doit établir le décompte général de l'entrepreneur de telle sorte qu'il soit reçu par le maître d'ouvrage ou son représentant au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte final ou du récépissé de remise.
- **Mémoires de réclamation** : Le délai d'instruction des mémoires de réclamation par le maître d'œuvre est de 20 jours ouvrés à compter de la date à laquelle il les a reçus.
- **Ordres de services** : Le délai d'établissement des ordres de service aux entrepreneurs est de 5 jours ouvrés à compter de la disponibilité des éléments et décisions préalables nécessaires.  
Le délai de notification des ordres de service modifiant les prestations d'un marché de travaux est de 5 jours ouvrés à compter de la réception du visa du maître d'ouvrage.
- **Sous-traitance** : Le maître d'œuvre doit formuler un avis motivé sur toute demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant présentée en cours d'exécution du ou des marchés de travaux dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du dossier de demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement.



- **Etudes complémentaires :** Le maître d'œuvre doit effectuer et transmettre une étude complète portant sur une modification mineure du projet et sur ses incidences techniques et financières dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant pour la production de la fiche de travaux modificatifs.  
Le maître d'œuvre doit répondre à une question d'un entrepreneur qui conditionne l'avancement des études d'exécution ou des travaux dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception de cette question.
- **DOE et DIUO :** Le maître d'œuvre doit constituer et analyser le DOE dans un délai de 1 mois à compter de la remise des éléments par chaque entrepreneur.  
Le maître d'œuvre doit fournir son avis sur le DIUO dans un délai de 2 semaines à compter de sa remise par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
- **Accompagnement Garantie de parfait achèvement :** Le maître d'œuvre doit adresser au maître d'ouvrage ou son représentant un état constatant qu'il a été remédié par le ou les titulaires du ou des contrats de travaux aux réserves dont était assortie la décision de réception dans un délai de 15 jours ouvrés suivant l'expiration du délai dont disposait l'entreprise pour y remédier.  
En ce qui concerne les désordres apparus postérieurement à la réception, le maître d'œuvre devra :
  - Dresser un constat assorti de son avis et saisir l'entreprise dans un délai de 2 jours ouvrés à compter du signalement du désordre
  - Informer le maître d'ouvrage ou son représentant de l'état de résolution des désordres dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'expiration du délai laissé à l'entreprise pour y remédier.
 Le maître d'œuvre doit adresser au maître d'ouvrage ou son représentant un rapport de visite à la fin des premiers et troisième trimestres de GPA, ainsi qu'un rapport détaillé à l'issue de la GPA. Ces rapports doivent être fournis respectivement avant la fin du 4<sup>e</sup> mois de GPA, avant la fin du 10<sup>e</sup> mois de GPA et avant la fin du mois suivant l'expiration du délai de GPA.

## **5.6. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs**

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage ou à son représentant en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

## **5.7. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit

Le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

### **5.8. Transmission des factures à destination de l'ONF**

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé mis en place par le maître d'ouvrage pour le paiement des décomptes.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

### **5.9. Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.**

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>, :
  - o **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés),
  - o **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »),
  - o Saisir une sollicitation :
    - En mode connecté : **Saisir une sollicitation** (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro,

- En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.
- Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

#### **5.10. Mentions spéciales Chorus Pro.**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro de marché : 2025-83335-11

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 46000XXXXXX.

- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.
- Numéro d'identification : 662 043 116 030 20
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **5.11. Modalités de paiement**

Sauf mention contraire, le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait.

#### **5.12. Délai global de paiement de l'ONF**

Le paiement des sommes dues au titulaire de le marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions de l'article R. 2192-11 alinéa 2 du code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

### **ARTICLE 6. PRIX ET REGLEMENT**

#### **6.1. Contenu des prix**

**Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires**, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

#### **6.2. Forfait de rémunération**

Le forfait de rémunération est fixé à l'acte d'engagement. Les modalités de fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont définies à l'acte d'engagement.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études.

#### **6.3. Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

#### **6.4. Prestations supplémentaires**

Le maître d'ouvrage pourra demander au maître d'œuvre d'exécuter des prestations supplémentaires à celles prévues au moment de la passation du marché et devenues nécessaires en cours d'exécution du marché conformément à l'article 14 du CCAG MOE.

#### **6.5. Modalités de règlement au titulaire**

##### **6.5.1. Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-21 et R.2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

##### **6.5.2. TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

##### **6.5.3. Modalités de règlement de l'acompte**

Les modalités de règlement des comptes seront réglées au titulaire selon les dispositions de l'article 11 du CCAG MOE.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire du présent marché.

##### **6.5.4. Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.6 du présent CCAP, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

###### **➤ A - État périodique**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission. Il sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

###### **➤ B - Projet de décompte périodique**

Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, son projet de décompte périodique selon l'article 12 CCAG MOE.

##### **6.5.5. Contenu de la demande de paiement**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix

égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 5 du présent CCAP.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- le montant des variations de prix établies HT et TTC, et leur calcul détaillé ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, **chaque cotraitant doit fournir une facture en sus du tableau récapitulatif du mandataire ;**

en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement sont libellées au nom du maître de l'ouvrage à l'adresse suivante :

**OFFICE NATIONAL DES FORETS**  
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine  
9 Rue Raymond Manaud  
33520 Bruges

Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail Chorus PRO.

#### **6.5.6. Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler compte-tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7 du présent CCAP.

#### **6.5.7. Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :**

- Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.
- Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre.

#### **6.5.8. Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2) l'incidence de la TVA ;

- 3) le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

#### **6.5.9. Solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 7 du présent CCAP ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ;

Cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c) et d) ci-dessus ;
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

#### **➤ En cas de cotraitance :**

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG MOE.

#### **➤ En cas de sous-traitance :**

- Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.
- En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 et R.2193-9 du Code de la commande publique.

#### **6.5.10. Répartition des paiements**



L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **6.5.11. Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 60 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique.

#### **6.5.12. Intérêts moratoires**

Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

### **6.6. Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dans les conditions suivantes :

#### **6.6.1. Pour l'exécution de la mission ACT**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises du ou des marchés de travaux : 25 % ;
- après réception prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des candidatures des entreprises pour le ou les marchés de travaux : 10 % ;
- après réception prononcée par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres des entreprises à l'issue de la consultation pour le ou les marchés de travaux : 30 % ;
- après négociation ou mise au point du ou des marchés de travaux attribués : 25 % ;
- le cas échéant pour le ou les autres marchés de travaux non attribués (procédure infructueuse ou sans suite), après réception prononcée par le maître d'ouvrage du dossier de consultation des entreprises, des rapports d'analyse et des éléments de négociation ou mise au point du ou des derniers marchés de travaux concernés : 10 %. Dans le cas où aucun marché ne serait infructueux ou sans suite, ces 10 % s'ajoutent aux 25 % de la partie négociation ou mise au point du ou des dernier(s) marchés de travaux.

#### **6.6.2. Pour l'exécution de la mission EXE**

Les prestations incluses dans l'élément de mission EXE sont réglées, sous forme d'acomptes, sans que ceux-ci ne puissent excéder les seuils suivants :

- à l'issue de la phase PRO et à l'achèvement des études d'exécution nécessaires à la consultation des entreprises : 50%,
- au cours de l'avancement des travaux et à l'achèvement des études d'exécution découlant d'une coordination dimensionnelle nécessaire avec les attributaires des marchés de travaux : 40%.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération pour la réalisation d'études ou de plans de la part des entreprises, hormis les éventuelles missions complémentaires confiées par le maître d'ouvrage.

Le solde de cet élément (10%) sera réglé sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plan de synthèse, réalisés par le maître d'œuvre.

### 6.6.3. Pour l'exécution de la mission DET

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction du délai des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement à la durée des travaux : 85 %,
  - Nota : en cas de prolongation du fait du Maître d'œuvre, les acomptes seront réajustés aux nouvelles durées des travaux ;
  - En cas de retard dû au maître d'ouvrage les modalités de paiement seront revues dans les conditions de l'article 26 du CCAG MOE ;
- à la notification des décomptes généraux des marchés de travaux : 10 % ;
- en l'absence de réclamation, ou après épuisement du traitement des réclamations : 5 %.

### 6.6.4. Pour l'exécution de la mission AOR

Les prestations incluses dans l'élément de mission AOR sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 %,
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés et dossier de maintenance : 40 %,
- à l'achèvement des levées de réserves : 20 %,
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux 2021 ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage, en application du 44.2. dudit CCAG travaux 2021 : 20 %.

### 6.6.5. Pour les prestations supplémentaires dont le contenu est fixé par ordre de service

Ces prestations supplémentaires seront réglées après leur achèvement et selon les modalités prévues dans l'ordre de service le cas échéant.

## 6.7. Avance

Sans objet.

## ARTICLE 7. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 16 du CCAG MOE.

Les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe de contradiction prévu.

Les pénalités suivantes sont cumulatives.

### 7.1. Pénalités sur les documents d'études

Les pénalités suivantes sont prévues :

En cas de retard dans la présentation des documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à :

- |                                   |       |
|-----------------------------------|-------|
| ➤ Rapport d'analyse               | 200 € |
| ➤ Dossier des ouvrages exécutés   | 150 € |
| ➤ Calendrier détaillé d'exécution | 100 € |

### 7.2. Pénalités pour la phase travaux

Le montant des pénalité en cas de retard sont définie ainsi :



- Si le délai maximal d'intervention pour vérifier le projet de décompte mensuel n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/1 000<sup>ème</sup> du montant, en prix de base, de l'acompte de travaux correspondant.
- Si le délai maximal d'intervention pour vérifier le décompte général n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1 000<sup>ème</sup> du montant du décompte général.
- En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 500€.
- En cas de retard dans la production d'un ordre de service, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.
- En cas de retard dans la production d'une fiche de travaux modificatifs (FTM), le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.
- Si le formalisme imposé par le maître de l'ouvrage pour les projets de décompte mensuel ou les décomptes généraux n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 300€ par document.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

### **7.3. Pénalités diverses**

Les pénalités suivantes sont prévues :

- Pénalités pour absence aux réunions : 200 € HT par absence.
- Pénalités pour sous-traitance non-déclarée : 10 % du montant du marché. Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.
- Pénalité pour non-respect d'un engagement économique du maître d'œuvre : à l'article 8 du CCAP.

## **ARTICLE 8. ENGAGEMENTS ECONOMIQUES DU MAITRE D'OEUVRE**

Le présent article déroge à l'article 13 du CCAG MOE

### **8.1. Définitions**

Le coût des travaux peut évoluer lors de l'établissement des études et de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier les engagements du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants

- C(0) : Enveloppe financière affectée aux travaux à la notification du marché de maîtrise d'œuvre ;
- C(réf concurrence) : Coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- C(réf notifié) : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux ;
- C(dgd-pc) : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux ;

- Ti : Les taux de tolérance, où i varie de 1 à 3, sont définis à l'article 3 de l'Acte d'Engagement ;
- Si : Les seuils de tolérance, où i varie de 1 à 3, sont définis au CCAP

## **8.2. Evolutions de projet**

### **8.2.1. Définition des travaux supplémentaires ou modificatifs**

Lors des études et des travaux, à charge de l'équipe de maîtrise d'œuvre et en accord avec le maître de l'ouvrage, les modifications dans la consistance du projet seront classées dans l'une des trois catégories ci après :

- A - modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître de l'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exige ces d'administrations locales, modifications de réglementation etc.),
- B - modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le maître de l'ouvrage,
- C - modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

### **8.2.2. Modifications de catégories A et B**

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 du présent marché.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,
- dans le coût des travaux résultant des contrats de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera demandée par le Maître d'œuvre et interviendra ultérieurement par avenant au marché de maîtrise d'œuvre. Cet avenant sera établi en fonction de la nature et du montant des travaux à réaliser et des éléments de mission en lien avec les travaux modificatifs.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie C. Le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure desdits travaux.

### **8.2.3. Modifications de catégorie C**

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître de l'ouvrage) donner droit, pour le maître d'œuvre, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure desdits travaux.

## **8.3. Avant la passation des marchés de travaux**

### **8.3.1. Conditions économiques d'établissement**

L'enveloppe financière affectée aux travaux **C(0)** est réputée établie sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (**M0**) fixé à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro du marché de maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est-à-dire en soustrayant du coût des travaux les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 8.2 du présent CCAP.

Au cours des phases d'études, si le maître d'œuvre constate que le coût prévisionnel des travaux tel qu'il résulte des études proposées par lui-même est supérieur à la part affectée aux travaux C(0) (pour l'APS ou l'APD) ou supérieur à C(Apd) (pour le PRO), le maître d'œuvre doit immédiatement le signaler au maître d'ouvrage et adapter ou reprendre ses études.

A l'issue des phases d'études, si le maître d'ouvrage considère que le coût prévisionnel des travaux tel qu'il résulte des études proposées par le maître d'œuvre est supérieur à la part affectée aux travaux C(0) (pour l'APS ou l'APD) ou supérieur à C(Apd) (pour le PRO), le maître d'ouvrage peut prononcer une décision d'ajournement ou de rejet à ce seul motif. Le maître d'œuvre doit alors reprendre à ses frais ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle.

### **8.3.2. 1er seuil de tolérance**

Le 1<sup>er</sup> seuil de tolérance (S1) est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux C(0) majorée du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur cette enveloppe et sa comparaison avec le coût prévisionnel définitif des travaux du projet au stade APD (T1).

$$\text{Soit } S1 = (T1 + 1) * C(0)$$

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations relatives à cet élément est supérieur au 1<sup>er</sup> seuil de tolérance (S1), le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

### **8.3.3. Coût prévisionnel définitif des travaux C(apd)**

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, une modification de marché fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux C(apd) que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Cet avenant fixe également la rémunération définitive du marché de Maîtrise d'œuvre.

Cette modification est applicable en cas d'augmentation ou de diminution de l'estimatif APD par rapport à l'estimatif initial des travaux.

### **8.3.4. 2ème seuil de tolérance**

Le 2<sup>ème</sup> seuil de tolérance (S2) est égal au coût prévisionnel définitif des travaux C(apd) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement (T2).

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur ce coût des travaux fixé à l'issue de l'APD et sa comparaison avec le résultat de la consultation des entreprises, désigné coût de référence des travaux à l'article ci-après.

$$\text{Soit } S2 = (T2 + 1) * C(\text{apd})$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

### **8.3.5. Coût de référence des travaux C(réf concurrence) et C(réf notifié)**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises C(réf concurrence).

Ce coût est le total des montants des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance ( $C(\text{réf concurrence}) > S2$ ), le maître de l'ouvrage peut :

- 1<sup>er</sup> cas : Soit poursuivre l'exécution de l'opération sans relancer de consultation des entreprises. Dans ce cas le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.
- 2<sup>ème</sup> cas : Soit décider de déclarer la consultation infructueuse.
- 3<sup>ème</sup> cas : Soit un mixte des 2 solutions en cas d'allotissement (certains lots étant attribués, d'autres lots faisant l'objet d'une nouvelle consultation des entreprises).

Dans les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cas, le maître de l'ouvrage peut alors demander la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à des offres respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Le coût de référence des travaux C(réf notifié) est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de la totalité des travaux. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Dans le cas où  $C(\text{réf notifié}) > S2$ , le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.

Un Ordre de Service fixe ce coût et le planning de référence des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

## **8.4. Après la passation des marchés de travaux**

### **8.4.1. Coût définitif des travaux C(dgd-pc)**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (Mo) des marchés de travaux.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux en phase DET et AOR, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro des marchés de travaux.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant des DGD les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 8.2 du présent CCAP.

#### **8.4.2. 3ème seuil de tolérance**

Le 3<sup>ème</sup> seuil de tolérance (S3) est égal au C(réf notifié) des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement (T3).

$$\text{Soit } S3 = (T3 + 1) * C(\text{réf notifié})$$

#### **8.4.3. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus ( $C(\text{dgd-pc}) > S3$ ), le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux définitif de rémunération  $t(\text{def})$  selon les modalités définies à l'acte d'engagement.

$$\text{Pénalité} = [C(\text{dgd-pc}) - S3] * t(\text{def})$$

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des phases DET et AOR.

#### **8.4.4. Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 8.4.2 du CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

### **ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.1. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission direction de l'exécution des travaux (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire.

Les ordres de service (OS) doivent être écrits, signés, datés et numérotés et adressés à l'opérateur économique concerné dans un délai de 5 jours à compter de l'évènement appelant l'émission de cet OS dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux 2021.

En cas de retard, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est précisé à l'article 7.2 du CCAP.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ;

- à l'accord pour engager des travaux qui n'auraient pas été approuvés par le Maître de l'Ouvrage soit par une FTM soit par une modification de marché.

Le maître d'œuvre reste toutefois en charge de préparer ces ordres de services qui seront émis par le maître d'ouvrage.

## **9.2. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le délai pour l'établissement des Fiches de Travaux Modificatifs est de 5 jours à compter de l'événement appelant l'émission d'une FTM. En cas de retard le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité dont le montant est précisé à l'article 7.2 du CCAP.

## **9.3. Arrêt de l'exécution des prestations**

Cet article déroge aux articles 27 et 31 du CCAG MOE.

### **9.3.1. Arrêt en fin de partie technique**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques pour chaque élément de mission tel que défini au présent C.C.A.P.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. Dans ce cas le maître d'œuvre ne perçoit pas d'indemnité.

### **9.3.2. Arrêt en cours de partie technique**

Lorsque le maître de l'ouvrage décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier en tout ou partie le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées pour chaque élément de mission tel que défini au présent C.C.A.P.

## **9.4. Achèvement de la mission**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 2° alinéa du CCAG Travaux 2021 ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **9.5. Utilisation des résultats**

Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE, des résultats et prestations qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.



Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître d'ouvrage, de ses résultats ou prestations inachevés, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

Conformément aux dispositions du CCAG, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Le présent article déroge aux articles 27 à 32 du CCAG MOE

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 27 et 30 CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel selon l'article 30 CCAG MOE.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE par l'article 2 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.1 du CCAG MOE par l'article 3 du CCAP
- Dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE par l'article 5.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 21.1 du CCAG MOE par l'article 5.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 21.2 du CCAG MOE par l'article 5.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 15 du CCAG MOE par l'article 5.5 du CCAP
- Dérogation à l'article 11 du CCAG MOE par l'article 6.7 du CCAP
- Dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE par l'article 7 du CCAP
- Dérogation à l'article 13 du CCAG MOE par l'article 8 du CCAP

- Dérogation à l'article 27 et 31 du CCAG MOE par l'article 9.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE par l'article 9.5 du CCAP
- Dérogation aux articles 27 à 32 du CCAG MOE par l'article 10 du CCAP